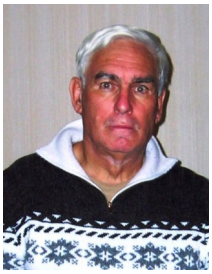
Septembre / Octobre 2018 N°71

Union

Le journal de la CGT Paris Nord 2

« Qui se bat peut perdre
Qui ne se bat pas a déjà perdu » (Bertolt Brecht)

La jacquerie des gilets jaunes



Pierre Sassier, militant UGICT

Les gilets jaunes, c'est d'abord un succès qui devrait nous poser question : comment ce mouvement né spontanément d'une colère populaire a-t-il réussi à mobiliser autant sans une structure organisatrice, sans meneurs déclarés, sans un appui politique ou syndical qu'ils ont à tout prix voulu éviter ? Comment arrive-t-il à emporter l'adhésion d'une majorité des français ? Une partie de la réponse réside dans une utilisation judicieuse des réseaux sociaux. En effet, c'est par eux que se sont liés les contacts et pris les rendez-vous sur les sites de blocage et c'est par eux que l'information circule. On ne peut que souhaiter que les centrales syndicales analysent les raisons du succès des gilets jaunes et en tirent les leçons pour les mobilisations futures.

Le mouvement des gilets jaunes s'est d'abord exprimé comme un rejet allergique de Macron et de sa politique, au début sur une seule revendication : le coût de l'énergie, rendu insupportable du fait des hausses de taxes pour tous ceux qui, après avoir payé un loyer exorbitant, n'ont plus les moyens de se chauffer ; pour tous ceux aussi qui ont besoin de leur voiture pour se rendre à leur travail, parfois très éloigné de leur domicile. Mais c'était s'attaquer aux effets et non aux causes : dans les villes, ce sont les loyers exorbitants qui rejettent les salariés les plus modestes dans des cités périphériques mal desservies par les transports en commun. Dans les campagnes, c'est la disparition programmée des services publics. Devant ce constat, il faut inlassablement répéter que chacun doit pouvoir se loger près de son lieu de travail, de préférence dans des immeubles qui ne risquent pas de s'effondrer sur leurs habitants, et bénéficier de services publics de proximité. Cela suppose d'abord des salaires décents et des arbitrages budgétaires qui donnent la priorité aux besoins des populations.

C'est le message porté par la CGT depuis des années, mais le mouvement syndical, miné par l'inertie des uns et la traîtrise des autres, marginalisé par les pratiques du pouvoir, est devenu inaudible. Seuls les Gilets Jaunes ont su établir le rapport de force, à base de blocages, qui oblige le Gouvernement à les écouter. C'est pourquoi un grand nombre de nos militants se reconnaissant plus aujourd'hui dans la colère des gilets jaunes que dans les manifestations de la CGT et ont rejoint le mouvement. Nous donnons la parole à deux d'entre eux en pages 3 et 4 de ce numéro entièrement dédié aux gilets jaunes.

Sommaire

Page 1 **: La jacquerie des gilets jaunes**

Page 2 **: Les raisons de la colère.**

Pages 3 et 4 **: Pierre et Christian, militants CGT et gilets jaunes**

Les raisons de la colère

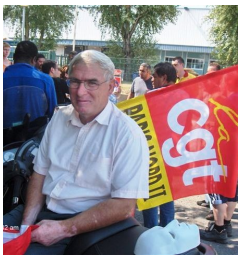
La colère des Gilets Jaunes est légitime : quand on donne, par le biais de la Flat Tax et de la suppression de l'ISF, 4.5 milliards aux plus riches et que, par souci d'équilibre budgétaire, on reprend la même somme dans la poche des autres, le sentiment d'injustice fiscale est parfaitement justifié. La taxation du patrimoine favorise les plus riches et, selon l'économiste Nicolas Frémeaux, "*on retourne vers une société où presque tout est joué dès la naissance*. Que ces cadeaux aux plus favorisés se fassent avec l'idée que ces exemptions d'impôts favoriseront l'économie montre seulement qu'il y a des demeurés qui croient encore à la théorie du ruissellement, malgré tout ce qui a été écrit à ce sujet et aux mises en garde du FNI qui insiste maintenant sur les effets délétères d'une trop grande inégalité sur l'économie. Mais, pire encore : le Pouvoir habille les augmentations de taxes sur les carburants d'arguments écologiques et, en même temps, encourage par le biais des cadeaux faits aux actionnaires de BNP Paribas, de la Société Générale ou du Crédit Agricole la préférence de ces banques pour le pétrole et le charbon plutôt que pour les énergies vertes. Il veut faire payer une taxe sur les carburants aux automobilistes alors que les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre (transport aérien et maritimes) y échappent. Ces incohérences ne peuvent s'expliquer que de deux façons : soit nos dirigeants sont des crétins, soit ils prennent les citoyens pour des crétins. Dans la deuxième hypothèse qui est la plus probable, le mouvement des gilets jaunes est la réponse appropriée.

On ne peut que féliciter les gilets jaunes d'avoir obtenu ce qui semblait impossible : que ce Gouvernement psychorigide recule enfin d'un (petit) pas : il annonce successivement la suspension des augmentations de taxe sur les carburant, puis leur suppression, mais exprime des réserves sur le rétablissement de l'ISF qu'il souhaite différer en attente de résultats ; Jean-Luc Mélenchon et Thomas Piketty, dans un débat télévisé récent, considèrent cette dernière mesure comme un préalable indispensable à toute négociation, mais ces adeptes de la théorie fumeuse du ruissellement n'ont pas encore compris que la justice sociale ne se négocie pas contre une illusion et le mouvement, fort de ses premiers succès, fort aussi d'autres mouvements qui menacent de s'agréger (lycéens, agriculteurs), n'a aucune raison d'en rester là.

D'abord basé sur une seule revendication, le mouvement des gilets jaunes a ensuite rendu publiques des "directives du peuple » résultant d'un sondage ayant réuni plus de 30000 réponses : on y retrouve, entre autres, des revendications sociales (fin des SDF, SMIC à 1300 euro net, pas de retraites à moins de 1200 euro, pas de retraites à point, retraite à 60 ans...), constitutionnelles (retour à 7 ans du mandat présidentiel, référendum populaire), fiscales (abandon du prélèvement à la source, pas de hausse des taxes sur le carburant, fin du CICE, taxation du kérosène maritime et aérien), écologiques (argent du CICE utilisé pour lancer une industrie de la voiture à hydrogène, grand plan d'isolation des logements, transport ferroviaire des marchandises). C'est sur ces bases que le Gouvernement va devoir négocier et la tâche sera ardue en l'absence de porte-paroles déclarés et reconnus par tous.

Pierre et Christian, militants et gilets jaunes

Pierre et Christian, pourquoi les gilets jaunes ?



Pierre. Pour répondre à cette question, il suffit de faire le parallèle entre les capacités de mobilisation des syndicats et celles des gilets jaunes. Les salariés ont aujourd'hui « le nez dans le guidon » et ne peuvent se permettre la perte de rémunération liée à une grève générale. Avec leurs rassemblements le samedi et la communication par les réseaux sociaux, les gilets jaunes ont trouvé la bonne formule. Tout militant digne de ce nom ne peut que saluer leur détermination et soutenir activement le mouvement.

Christian. Le mouvement né des réseaux sociaux a pris de l 'ampleur au fil des semaines et les revendications se sont étoffées progressivement. On s'aperçoit qu'il y en a énormément : taxes carburants au départ auxquels se rajoute retrait de la CSG, augmentation du pouvoir d'achat, retraites , éducation nationale, santé, etc. Aujourd'hui, le peuple français dans toute sa diversité en a marre de cette régression sociale qui appauvrit de plus en plus les citoyens. Depuis quelque temps, j'ai rejoint ce mouvement qui peut faire reculer ce gouvernement ultralibéral et aussi à faire savoir aux gouvernements du futur que les français ne se laisseront plus faire.

Les annonces du président Macron vous satisfont-elles ?

P. Il n'est pas exagéré de dire que, par touches successives, on glisse vers une fiscalité d'ancien régime où les impôts - y compris les plus antiéconomiques comme la gabelle - étaient supportés par le tiers-état, alors que la noblesse et le haut-clergé en étaient exemptés. Cela, c'est précisément ce dont les gilets jaunes ne veulent plus. Donc les réponses apportées par le Président sont complètement inadaptées. D'une part, elles laissent de côté de larges franges de la population (chômeurs, salariés à temps partiel, retraites). Mais surtout, ce surcroît de dépenses, chiffré à 10 milliards d'euro, sera entièrement à la charge du trésor public, sans qu'il en coûte aux riches protégés de Macron. Ce que demandent les gilets jaunes, c'est la justice fiscale, rien d'autre, avec, à mon avis, un préalable obligatoire : le rétablissement de l'ISF et la suppression du CICE.

Les taxeurs compulsifs

C. Bien sûr que non ! Comment peut-on se satisfaire de telles mesurettes ? Cela va toucher une petite partie des travailleurs. Le compte est loin d'y être et le Gouvernement sait que les français ne sont pas dupes et qu'encore une fois, il n'y a pas d'obligation pour le Patronat de financer certaines revendications. Une fois de plus, le Gouvernement se désengage de tout financement (ISF, impôts, etc.). Pourtant, l'argent existe. Souvenez-vous : au plus fort de la crise, les actionnaires du CAC40 empochaient des milliards de dividendes sans en distribuer une part aux salariés. Au contraire, certaines d'entre elles ont procédé à des licenciements. L'état doit prendre ses responsabilités. Si Son Altesse Macron et sa cour continuent à ignorer, voire mépriser la détresse des français, il sera le seul responsable d'une révolte encore beaucoup plus forte que celle de ces dernières semaines.

Comment voyez-vous l'avenir du mouvement ?

P. Si on laisse le mouvement s'éteindre, le retour de bâton sera terrible pour les contribuables. Il se peut que la mobilisation faiblisse, surtout au moment des fêtes, mais le mouvement doit impérativement reprendre début janvier. De plus, les gilets jaunes ont apporté la preuve d'une capacité de mobilisation, qui peut être réactivée à tout moment. Il est réjouissant de penser qu'à l'avenir les gouvernements vivront avec cette épée de Damoclès au dessus de leur tête.

(suite de la page 3)

C. Je suis tout à fait d'accord avec Pierre. Durant la trêve des confiseurs, le mouvement va être au ralenti. Le gouvernement ferait une erreur de croire que cela est terminé. Comme le dit Pierre, il devrait repartir dès le mois de janvier. L'expérience du terrain auprès des gilets jaunes, les très nombreux échanges au fil des semaines me confortent, me rassurent qu'il y aura une réactivation du mouvement. Toutes ces années de misère sociale, on n'en veut plus. Aujourd'hui, ceux qui peuvent payer, c'est-à-dire les plus riches, devront mettre la main au porte monnaie.

La CGT doit-elle s'impliquer ?

P. C'est le message envoyé par les militants qui participent au mouvement avec ou sans les drapeaux de la CGT : celle-ci ne peut s'en désintéresser sous peine de perdre son âme. Nous attendons que notre confédération soutienne activement les gilets jaunes, en renonçant à ces manifestations qui ne servent à rien et en y apportant ses blocages et ses propres revendications : en premier lieu, l'abrogation de toutes les mesures prises par ordonnance et aussi l'abandon des réformes en projet – retraites et assurance chômage. Si nous ne le faisons pas, nous n'en avons pas fini de regretter les occasions perdues.

C. Bien évidemment. D'ailleurs, lors des rassemblements, on peut apercevoir quelques militants CGT. Pierre et moi faisons partie de ceux-là. Nous n'attendons de notre confédération qu'une seule chose : qu'elle appelle enfin à rejoindre le mouvement avec ou sans badges. Nous avons besoin de l'appui de toute la CGT dans ce combat que nous menons avec les gilets jaunes. Je ne comprendrais pas que nos dirigeants se contentent d'aller manifester d'un point A à un point B et de rentrer tranquillement à la maison. Les manifestations contre les lois Rebsamen, Macron 1 et 2, El Khomri n'ont apporté que du vent. C'était à ce moment là que notre confédération aurait du appeler toutes les structures CGT à des blocages identiques à ceux des gilets jaunes. Toutes les conquêtes sociales ont été obtenues par la bagarre. C'est tous ensemble que nous réussirons, grâce à un rapport de force digne de ce nom, à faire reculer ceux qui nous précarisent

Notre site Web : www.cgt-parisnord2.fr
Messagerie : contact@cgt-parisnord2.fr Téléphone : 0148177409 Fax : 0148177412
Adresse postale : Union Locale CGT Paris Nord 2 385 rue de la Belle Etoile, BP 69132, 95976 Roissy CDG Cedex